



Communiqué

PLFSS : « La solidarité majoritaire c'est de ne pas refuser en 2012 ce que l'on a porté ensemble en 2011 »

Même si le PLFSS comprend certes quelques annonces positives dont la mesure de la prise en charge à 100% des IVG, la loi Bachelot n'est nullement remise en cause, les ARS continuent les restructurations et les fermetures de services, de blocs opératoires, de maternités, de centres IVG.

Le PLFSS prétend lutter contre le renoncement mais ne propose aucune mesure contre les franchises médicales, la fiscalisation des indemnités journalières, le jour de carence, autant de mesures imposées par la droite.

L'augmentation du PLFSS votée est très nettement inférieure aux besoins exprimés par les professionnels comme l'a rappelé la Fédération Hospitalière de France. Alors qu'il faudrait entre 3,1 et 3,4%, il n'a été voté qu'avec une augmentation de 2,6%. Cela se traduira encore par des fermetures d'activités, de services publics.

Au niveau des recettes, la majorité de gauche sénatoriale ne s'est pas retrouvée autour d'amendements votés l'année dernière et que le groupe socialiste a refusé de voter cette année préférant mêler ses voix à la droite.

La « solidarité majoritaire » au Sénat, c'est de ne pas refuser en 2012 ce que l'on a porté ensemble en 2011.

Il est encore possible d'avoir un projet de financement de la sécurité sociale qui marque une orientation de gauche comme la suppression des exonérations de cotisations pour les entreprises ne respectant pas leurs obligations en matière d'égalité salariale. Pourquoi par exemple le PS a-t-il refusé avec la droite cet amendement ?

Les principaux amendements présentés par les parlementaires Front de gauche n'ont pas été retenus que ce soit à l'Assemblée ou au Sénat. Pourtant la majorité est diverse comme l'a été le rassemblement qui a permis de chasser la droite. Cette diversité doit être respectée et entendue.

L'attente d'une politique de gauche est grande dans le pays, il faut y répondre avec des actes concrets pour une protection sociale solidaire et une sécurité sociale renforcée.

Le gouvernement doit entendre et mettre le cap à gauche !

Jean-Luc Gibelin, Responsable de la commission santé, protection sociale au PCF,

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF,